

## IMPACT DES TRANSFERTS DES MIGRANTS SUR LE BIEN-ÊTRE MONÉTAIRE DES MÉNAGES EN BASSE KABYLIE

Abdoune BENALLAOUA\*

***Résumé :** Sur la base d'une enquête en Basse Kabylie, cet article vise à évaluer les effets des transferts des migrants sur le niveau de vie monétaire des ménages. Les transferts en provenance de l'étranger représentent des sommes considérables qui alimentent le budget des ménages concernés. Ils sont estimés, pour l'année 2005, à 259980 dinars par ménage. Le montant des transferts ainsi reçus en Basse Kabylie peut être estimé à plus de 6,7 milliards de dinars algérien soit 78,8 millions d'euros. La pauvreté monétaire chez les bénéficiaires des transferts est nettement inférieure à celle des autres ménages. L'incidence de la pauvreté totale est de 5,4% seulement pour les ménages bénéficiant de ces revenus, alors qu'elle s'élève à 17,5% pour les autres. Une application économétrique met en avant le rôle positif et significatif de ces transferts dans l'amélioration du bien-être monétaire des ménages. Le fait de bénéficier de transferts en provenance de l'étranger, ceteris paribus, augmente la dépense par tête de 29%. Une estimation Probit des déterminants de la pauvreté des ménages renforce cette conclusion. Le fait de bénéficier des transferts réduit la probabilité qu'un ménage soit pauvre de 7,2%.*

**Mots-clés -** IMPACT DES TRANSFERTS DES MIGRANTS, ALGÉRIE, BASSE KABYLIE, PAUVRETÉ MONÉTAIRE

**Classification JEL :** F24, I32.

*L'auteur remercie le referee anonyme de la revue pour les remarques pertinentes qui ont aidé à améliorer sensiblement l'article.*

---

\* Doctorant au Groupe d'économie du développement LARE-Efi, Université Montesquieu Bordeaux IV (France), et à la Faculté des sciences de gestion et des sciences économiques de l'Université A. Mira de Bejaïa (Algérie). E-Mail : abdoune\_benallaoua@yahoo.fr

## 1. INTRODUCTION

Les transferts de fonds des migrants représentent l'une des plus importantes sources de financement du développement. Leur montant n'a cessé d'augmenter ces dernières années pour atteindre un montant estimé à 232 milliards de dollars en 2005 [ONU, 2006a], dépassant ainsi largement l'aide publique au développement. D'où l'inscription de ce sujet à l'ordre du jour de nombreuses rencontres, sommets internationaux, et réunions des institutions internationales [OCDE, 2005]. Les travaux scientifiques traitant cette question sont eux aussi de plus en plus nombreux. Ils concernent deux principales thématiques qui sont : (i) les déterminants des décisions de transferts et (ii) l'impact de ces transferts sur le développement des pays d'origine.

Concernant la deuxième thématique, le discours dominant attribue aux transferts en provenance de l'étranger un rôle important dans l'amélioration du bien-être des ménages. Deux effets sont mis en avant : « *A court terme, l'effet direct ...est de desserrer les contraintes budgétaires des ménages..., et de rehausser leur niveau de bien-être. A plus long terme, les transferts privés peuvent aussi affecter indirectement les gains totaux des ménages par leur impact sur les autres sources de revenus via une nouvelle distribution des actifs...ou... l'investissement en capital humain des individus* » [Lachaud, 1999, p. 1]. Les études montrant ces effets positifs, aussi nombreuses qu'elles soient, ne permettent pas de trancher sur cette question, car certains travaux soulignent certains effets négatifs des transferts des migrants. Ce domaine de recherche doit ainsi être enrichi par des contributions appliquées à des régions et des pays différents.

Cet article s'inscrit dans ce cadre et vise à alimenter ce débat relatif aux effets des transferts des migrants sur le niveau de vie dans les régions d'origine. Elle a pour objectif de mesurer l'impact de ces fonds sur le niveau de bien-être monétaire des ménages dans le cas de la Basse Kabylie (Algérie). L'étude s'appuie sur des données d'enquête sur le niveau de vie des ménages qui fournissent des informations à la fois sur le niveau de pauvreté de ces derniers et les différentes sources de revenus. La nature de ces données écarte les problèmes d'incohérence qui caractérisent les données contenues dans les balances des paiements auxquelles font généralement appel les études sur les transferts des migrants<sup>1</sup> [OCDE, 2005]. Au-delà de la qualité et de la spécificité des données mobilisées, le champ spatial de l'étude, restreint à une région qui est l'une des plus importantes régions d'émigration en Algérie et au Maghreb en général, permet de mieux apprécier les effets des transferts.

Ce travail se structure en quatre parties. D'abord une brève revue de la littérature, concernant l'impact des transferts des migrants sur le développement des pays d'origine, est exposée. Ensuite, après avoir présenté la méthodologie

---

<sup>1</sup> Les statistiques sur l'envoi de fonds des migrants contenues dans la balance des paiements concernent 3 rubriques : 1) envois de fonds des travailleurs 2) la rémunération des salariés comportant les gains des frontaliers, des saisonniers et des autres travailleurs non résidents et 3) le transfert en capital des migrants.

de l'enquête et les différents tests de représentativité de l'échantillon, une estimation globale des montants des transferts reçus par les ménages et la région est proposée. L'analyse des profils de la pauvreté monétaire, selon l'existence ou non de revenus de transferts en provenance de l'étranger, est menée ensuite afin d'évaluer l'écart de la pauvreté dans ses différentes dimensions (incidence, intensité et inégalité) entre les ménages bénéficiaires et les autres ménages. Enfin, l'impact des transferts est vérifié grâce à une régression par les moindres carrés ordinaires (MCO) de l'indicateur monétaire de bien-être, qui est dans notre cas la dépense par tête, d'une part, et à l'estimation d'un modèle Probit des déterminants de la pauvreté d'autre part. L'estimation des coefficients liés aux transferts et à d'autres variables concernant les caractéristiques socio-économiques et démographiques des ménages, permet de confirmer le rôle des transferts des migrants dans l'amélioration du bien-être des ménages en Basse Kabylie.

## **2. IMPACT DES TRANSFERTS SUR LE NIVEAU DE VIE DANS LES PAYS D'ORIGINE : UNE REVUE DE LA LITTÉRATURE**

Les études consacrées à l'impact des transferts des migrants sur les régions (pays) d'origine sont nombreuses. Deux types d'études peuvent être distinguées : celles qui concernent les effets microéconomiques et celles qui se focalisent sur les effets macroéconomiques. Le premier type d'études s'appuie sur des données individuelles sur les ménages alors que le second se base sur les données sur les transferts contenues dans les balances de paiement et sur des données globales comme le taux de croissance économique.

Les résultats empiriques de ces études, dans bon nombre de cas, montrent qu'il existe un effet favorable des transferts de fonds des migrants sur le développement et le niveau de vie des ménages et des régions d'origine. Le tableau 1 expose quelques-unes de ces études et les principaux résultats auxquels elles aboutissent.

De la lecture du tableau, quelques remarques peuvent être formulées. D'abord, concernant l'approche macroéconomique, hormis l'étude de Adams et al. (2003) qui arrivent à mesurer l'impact des transferts sur la pauvreté, l'évaluation des effets des transferts n'est pas directe mais se fait à travers l'impact sur la croissance économique ou le système bancaire. Les études microéconomiques, quant à elles, ont le mérite d'être plus précises puisqu'elles mesurent les effets des transferts sur des ménages. A ce sujet, l'impact des transferts paraît très significatif aussi bien sur le bien-être monétaire (augmentation des dépenses des ménages dans le cas du Mexique), que non-monétaire (l'accès aux surfaces agricoles utiles dans le cas du Maroc, et la baisse de la mortalité juvénile dans le cas du Mexique). Moins nombreuses que les études aboutissant à des effets favorables des transferts, certaines études relativisent ces conclusions et vont jusqu'à les contredire complètement. C'est ainsi que Chami et al. (2005) montrent qu'il existe une relation inverse entre les transferts de fonds des migrants et le taux de croissance du produit intérieur brut. Toujours concernant l'impact macroéconomique, Reichert (1981) met en avant l'utilisation inefficace des transferts des migrants qui servent à perpétuer

le phénomène migratoire qu'ils financent. Les problèmes liés à l'usage des fonds transférés sont aussi soulevés par Gubert (2000) qui, dans le cas d'une région du Mali, et à partir de données individuelles, montre une sous-utilisation des moyens de production acquis grâce aux transferts.

**Tableau n°1 : Quelques études concluant à l'impact positif des transferts des migrants**

Etude	Résultats
<b>Impact macroéconomique</b>	
Adams Jr et Page (2003)	Les évaluations de la pauvreté dans plusieurs pays, y compris ceux qui sont étudiés dans le programme <i>RuralStruc</i> suggèrent qu'une augmentation de 10% de la part des envois de fonds par rapport au PIB du pays mène à un déclin de 1,6 % dans la part des personnes vivant sous le seuil de 1\$ par jour.
Aggarwal et al. (2006)	Les analyses empiriques faites par les auteurs utilisant des échantillons sur les envois de fonds vers 99 PED, confirment que les envois de fonds des migrants peuvent contribuer à l'établissement d'un système bancaire efficace qui permettra l'accès au crédit par les populations vulnérables qui sont les principaux bénéficiaires des envois de fonds des migrants.
Giuliano et Ruiz-Arroz (2005)	Les envois de fonds contribuent de façon positive à la croissance économique des pays financièrement moins développés. Selon les résultats de leurs analyses, les migrants compensent le manque de développement des marchés financiers locaux en envoyant de l'argent au pays qui est utilisé pour soulager des contraintes de liquidité et le financement des investissements productifs qui stimulent la croissance économique
<b>Impact microéconomique</b>	
De Haas (2003)	Dans la vallée d'Oasis de Todgha, au Maroc méridional, l'auteur a constaté que les envois de fonds ont permis la création de nouveaux points d'eau, notamment par le financement de l'achat des pompes à moteurs. Ces nouveaux puits ont augmenté l'accès aux surfaces utiles agricoles pour les habitants d'Oasis en permettant la récupération des terres dans les endroits précédemment stériles.
Taylor et Mora (2006)	Pour les ménages bénéficiant d'un transfert des migrants, la part du revenu utilisé pour des investissements augmente, alors que la part dépensée en consommation baisse. Par conséquent, la propension à investir est plus grande chez les ménages ayant des migrants.
Duryea et al. (2005)	Selon les résultats de leur étude au Mexique, les auteurs concluent que les envois de fonds contribuent à une réduction significative du taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans.

Source : Gabas et Coussy (2007).

### 3. SOURCES STATISTIQUES

Les résultats de la présente étude s'appuient sur une enquête sur le niveau de vie des ménages réalisée en Basse Kabylie<sup>2</sup> pendant la période allant du 3 avril au 27 Mai 2005<sup>3</sup>. Elle a mobilisé 12 enquêteuses et 24 agents de saisie. Quelques aspects méthodologiques concernant la préparation, la réalisation, et les différents tests de validité, sont développés dans ce qui suit.

<sup>2</sup> Les figures 1, 2 et 3 en Annexe montrent la situation géographique et le découpage territorial de la Basse Kabylie.

<sup>3</sup> Cette enquête a été préparée et réalisée par nous-mêmes et financée par nos moyens personnels. Les données des enquêtes nationales étant inaccessibles, la réalisation de l'enquête était le seul moyen pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre de notre projet de recherche, en l'occurrence la réalisation de deux thèses : la première à l'Université Montesquieu Bordeaux IV qui traite des interactions entre les approches monétaire et non monétaire de la pauvreté ; la deuxième à l'Université de Bejaïa qui porte sur la vulnérabilité et la segmentation du marché du travail et leurs effets sur la pauvreté.

**Tableau n°2 : Quelques études concluant à l'impact négatif des transferts des migrants**

Etude	Résultats
<b>Impact macroéconomique</b>	
Chami, Fullenkamp et Jahjah (2005)	Les analyses économétriques suggèrent qu'il existe une corrélation négative et robuste entre les envois de fonds et la croissance du PIB. Selon les auteurs, les envois de fonds sont inadéquats pour servir de source de capital pour le développement économique des pays
Reichert (1981)	Selon l'auteur, les envois de fonds des migrants ont un impact négatif sur la composition démographique et le développement des régions du centre du Mexique. Il argumente que les envois de fonds servent à perpétuer une culture favorable à l'émigration en finançant le voyage des candidats à la migration.
<b>Impact microéconomique</b>	
Gubert (2000)	Dans la région de Kayes, les données montrent qu'en dépit d'une meilleure dotation en équipement agricole grâce aux envois de fonds, les familles participant à la migration internationale atteignent des niveaux de production significativement inférieurs par rapport à ceux obtenus par les familles sans migrants.

Source : Gabas et Coussy (2007).

### 3.1. Le questionnaire

Le questionnaire est de type « niveau de vie ». Il a pour but de renseigner sur les différents aspects susceptibles de cerner le niveau de vie des ménages. Il comporte :

- Des sections relatives à l'identification du ménage et de ses membres : identification du ménage (8 variables); les membres du ménage (5 variables).
- Des sections relatives aux conditions de vie : santé (7 variables); éducation (6 variables); condition d'habitation (29 variables); dépenses alimentaires et non alimentaires (445 variables); les avoirs du ménage (42 variables); les revenus du ménage (32 variables).
- Des sections relatives au marché du travail pour les membres du ménage ayant 10 ans et plus : emploi et chômage (9 variables); emploi principal au cours des 7 derniers jours (24 variables); emploi principal au cours des 12 derniers mois (7 variables); emploi secondaire (8 variables); emploi précédent (9 variables).

La validation du questionnaire s'est faite grâce à une enquête test qui a touché 20 ménages tirés aléatoirement dans deux districts (urbain et rural) d'une commune tirée aléatoirement. La validation est intervenue après quelques correctifs opérés sur le questionnaire sur la base des résultats du test.

### 3.2. Tirage de l'échantillon

En Algérie c'est la commune qui représente l'unité territoriale de base. Le territoire national compte 1541 communes réparties sur 48 wilayas. Chaque commune est à son tour composée de plusieurs districts. Ces districts sont le résultat d'un découpage du territoire des communes à l'occasion du recensement de la population et de l'habitat. Le district est « une portion du territoire de la commune de taille convenable pour qu'un agent recenseur puisse

*l'enquête entièrement durant la période du recensement fixée à 15 jours.* » [ONS, 2004]. L'enquête a concerné un échantillon de 500 ménages, répartis sur 14 communes et 19 districts, sur un total de 128916 ménages soit un taux de sondage de l'ordre de 1/258.

La première étape d'échantillonnage a consisté au tirage des unités primaires d'échantillonnage à savoir les communes. Treize communes ont été tirées aléatoirement sur les 52 que compte la wilaya<sup>4</sup>. Cependant le tirage a été effectué après la stratification des communes en zone de montagne et de plaine. Une fois la liste des communes formant l'échantillon arrêtée, il a été procédé au tirage des unités secondaires de l'échantillon : les districts. Ainsi au sein de chaque commune il a été procédé à un tirage aléatoire des districts avec une stratification au préalable pour les communes comportant des districts ruraux et urbains. Pour ces dernières, un district a été tiré dans chaque strate. Le tirage des ménages s'est fait à partir des listes des ménages résidents dans les districts tirés lors de la précédente étape. Les listes utilisées sont : (i) celles établies lors du dernier recensement général de la population et de l'habitat de 1998 et délivrées par les mairies ; (ii) celles délivrées par les associations des villages et des districts. Ces listes ont l'avantage d'être actualisées et très précises<sup>5</sup>.

### **3.3. Caractéristiques des ménages de l'échantillon et analyse de représentativité**

La quasi-totalité des ménages, soit 88,4%, ont à leur tête un homme. 64% d'entre eux se localisent dans des régions rurales. La taille moyenne d'un ménage est importante puisqu'elle est de 6,6 membres. Au niveau national et pour 2003, la taille moyenne des ménages était de l'ordre de 6,9 membres [ONU, 2006(b)]. 32,68% des ménages comptent 8 membres ou plus et 77,41% d'entre eux ont 5 membres ou plus. Concernant l'âge, les chefs de ménage ayant moins de 35 ans représentent une part très faible. Ils se concentrent essentiellement dans la tranche d'âge des 35-65 ans qui représente 71,5%. Le niveau d'instruction, même s'il est en amélioration, reste faible. Les chefs non instruits ou ayant un niveau primaire représentent 51,8%. A l'opposé, ceux qui ont un niveau universitaire ne représentent que 3,2 %. Concernant la situation sur le marché du travail, 66,2% des ménages ont un chef actif. Dans cette catégorie des actifs, 4,3% sont des chômeurs, 23,8 % sont des ouvriers, 8,6% des aides familiaux et 27,1% des indépendants. Les cadres de direction, supérieurs et moyens ainsi que les employés qualifiés représentent 36% des chefs de ménages actifs. Enfin, pour ce qui est du statut matrimonial, les chefs de ménages sont, pour leur majorité, mariés. Les célibataires ne représentent que 2,6% de l'ensemble des chefs de ménage. Ces caractéristiques des ménages de l'échantillon ont fait l'objet de comparaison avec celles de la population totale

<sup>4</sup> La commune de Leflay a été tirée pour remplacer la commune de taourirt Ighil annulée à cause de la situation sécuritaire très défavorable pendant la période de l'enquête. La commune de Béjaia, quant à elle, a été ajoutée à l'échantillon pour remplacer les districts urbains de la commune d'Akbou où l'enquête n'a été souhaitée par aucune association de quartier.

<sup>5</sup> La figure 4 en Annexe illustre les différentes étapes de la constitution de l'échantillon de l'enquête.

des ménages afin d'évaluer le degré de représentativité de cet échantillon (voir figure 5 en Annexe).

**Tableau n°3 : Résumé des tests d'ajustement du khi-deux selon divers critères**

Critère	DLL	X <sup>2</sup> calculé	X <sup>2</sup> critique ( $\alpha=0,05$ )	Décision
Sexe du chef de ménage	1	3,89493E-05	3,84	H0 acceptée
Age du chef de ménage	7	15,31	14,10	H0 rejetée
Statut matrimonial du chef de ménage	4	0,94	9,49	H0 acceptée
Niveau d'instruction du chef de ménage	6	22,50	12,60	H0 rejetée
Statut d'occupation du logement	4	7,39	9,49	H0 acceptée
Situation par rapport au marché du travail	2	1,59	5,99	H0 acceptée

Voir les tableaux 1 à 6 en Annexe pour le détail des tests selon chaque critère.

Source : auteur, à partir de la base de données de l'enquête ménage en Basse Kabylie.

L'analyse de la représentativité de l'échantillon s'est faite par rapport aux données globales sur les ménages de la région issues du recensement général de la population et de l'habitat de 1998. Cette source est la seule capable de fournir des données complètes et fiables sur les ménages. Nous estimons que, même avec un décalage de 7 ans, une idée sur la représentativité de l'échantillon peut être faite d'autant plus qu'il n'existe aucune autre source plus récente. L'observation des caractéristiques des ménages de l'échantillon comparées à celles de la population totale fait ressortir d'importantes similitudes<sup>6</sup>. Toutes les catégories semblent être représentées au sein de l'échantillon avec des proportions proches de celles des données globales. Le test d'ajustement du khi-deux a permis de mieux apprécier le degré d'ajustement de l'échantillon à la distribution de la population. Le test indique, à un niveau de confiance de 95 %, une bonne représentativité de l'échantillon pour le sexe du chef de ménage, son statut matrimonial, sa situation sur le marché du travail et le statut d'occupation du logement. Pour l'âge du chef de ménage, l'hypothèse d'ajustement de l'échantillon à la population est acceptée à un niveau de confiance de 97,5%. Cependant, pour le niveau d'instruction du chef de ménage, l'échantillon semble non représentatif à cause d'une surreprésentation du niveau de formation primaire par rapport à celui des non instruits qui peut être due au décalage de 7 ans. Si l'on regroupe les deux premières classes (sans instruction et primaire) le test devient concluant et l'échantillon est représentatif.

#### 4. L'APPORT DES TRANSFERTS EN DEVISE AU BIEN-ÊTRE MONÉTAIRE DES MÉNAGES EN BASSE KABYLIE

##### 4.1. L'apport des transferts à la région : estimation du montant global des transferts

L'analyse des effets des transferts en devise provenant de l'étranger est d'autant plus significative que la région de l'étude est une importante région

<sup>6</sup> La variable « milieu d'habitat » a été exclue de l'analyse de représentativité car elle a servi de variable de stratification lors de la constitution de l'échantillon. Les ménages habitant une région rurale représentent 64% des ménages de l'échantillon. Au niveau global, cette part représente 68% de l'ensemble des ménages de la région.

d'émigration. La Kabylie a connu de grands mouvements d'émigration notamment vers la France depuis plus d'un siècle. La première grande vague d'émigration Kabyle en France commence en 1906-1907. Il s'agit de travailleurs dans des raffineries, des mines, dans les docks et dans les huileries. Les régions d'accueil sont à l'époque les Bouches-du-Rhône, le Pas-de-Calais, Paris et Clermont-Ferrand. Le mouvement d'émigration s'accéléra et se diversifia pendant et après la guerre de 1914-1918, où les Kabyles remplaçaient les Français mobilisés [Lacoste-Dujardin, 2001].

**Tableau n°4 : Evolution du nombre d'immigrés algériens en France et de la part des Kabyles**

	Nombre d'immigrés algériens	Dont kabyles	
		Nombre	%
1914	13000	10000	76,9
1923	80000	67280	84,1
1954	212000	120000	56,6

Source : auteur, à partir de Chaker (1998), Dirèche-Slimani (1997).

L'émigration algérienne, en grande partie Kabyle [Aggoun, 2002], n'a pas cessé de se développer jusqu'aux années 1960. Les Kabyles représentaient à cette époque, plus de 50% des immigrés algériens en France [Direche-Slimani, 1997]. A partir des années 1970, le nombre d'immigrés Kabyles n'est plus renseigné puisque les statistiques sont établies selon les nationalités. Le nombre d'algériens vivant en France a atteint 800 000 en 1979, puis 700 000 en 1998. Cette chute est due au fait que nombreux sont les algériens qui ont acquis la nationalité française et qui ne sont plus considérés dans les statistiques de l'émigration. Le nombre d'algériens vivant en France reste cependant le plus élevé comme le montrent les statistiques sur l'origine de l'immigration française en 2004-2005. Il est légèrement inférieur à 700 000, et donc relativement au même niveau qu'en 1998 [Borrel, 2006]. Les résultats de l'enquête sur le niveau de vie des ménages menée en Basse Kabylie en 2005 confirment l'importance de l'émigration Kabyle vers la France. Ils mettent en avant une importante part des ménages bénéficiant de transferts en provenance de la France qui est de l'ordre de 20,2% de l'ensemble des ménages soit un peu plus d'un ménage sur 5. La Kabylie apparaît ainsi comme un champ spatial très adéquat pour l'évaluation des effets des transferts en devises sur le bien-être des ménages. En moyenne, le montant annuel des transferts s'élève à 259980 dinars par ménage<sup>7</sup>. Le montant annuel des transferts reçus en Basse Kabylie peut être alors estimé à plus de 6,7 milliards de dinars algériens soit 78,8 millions d'euros<sup>8</sup>. Cette somme représente approximativement 2,7% des envois de fonds destinés à l'Algérie en 2007 qui sont de l'ordre de 2,9 milliards de dollars

<sup>7</sup> Cela équivaut à un peu plus de 2,5 fois le salaire minimum annuel en 2005.

<sup>8</sup> Sur la base d'un taux de change de 1€ = 85 DA. En réalité, les transferts empruntent des circuits informels où le taux de change de l'euro a toujours été supérieur à 100 DA, ce qui laisse penser que la somme des transferts est inférieure à 70 millions d'euros. Elle se situerait plutôt autour des 60 millions d'euros. L'estimation que nous avançons se base sur le montant moyen par ménage et le taux de sondage qui est de l'ordre de 1/258.



[Banque mondiale, 2008]. Cette estimation permet de rendre compte de l'importance de ces transferts qui sont d'un apport indéniable à la région et particulièrement aux ménages qui en bénéficient.

#### 4.2. Le profil de la pauvreté monétaire en Basse Kabylie selon la réception ou non des transferts

La méthode des coûts des besoins de base<sup>9</sup> a permis la détermination de deux lignes de pauvreté en Basse Kabylie : la ligne alimentaire et la ligne totale. La ligne alimentaire est de l'ordre de 17136,55 DA et de 17796,55 respectivement pour les zones urbaines et rurales. La ligne supérieure, quant à elle, atteint 28128,61 DA dans l'urbain et 25775,92 DA dans le rural<sup>10</sup>.

Le classement des ménages par rapport à ces lignes permet d'aboutir à une incidence de la pauvreté monétaire de l'ordre de 2,4% de l'ensemble des individus par rapport à la ligne alimentaire et de 15% par rapport à la ligne totale. L'analyse des profils de pauvreté apporte une information précieuse sur les différents groupes socio-économiques. Les effets des transferts en devise en provenance de l'étranger sur le bien-être monétaire des ménages peuvent ainsi être appréciés à travers le profil de la pauvreté monétaire selon la possession ou non de ces transferts.

L'effet des transferts est très favorable sur le bien-être monétaire, puisque l'incidence de la pauvreté chez les ménages bénéficiant de ces transferts, est de seulement 1,8% par rapport à la ligne alimentaire, alors qu'elle est de 2,5% pour les autres ménages. L'écart de bien-être est nettement plus important si l'on se réfère à la ligne de pauvreté totale. L'incidence de la pauvreté totale n'est que de 5,4% pour les bénéficiaires de transfert alors qu'elle se situe à 17,5% pour les non bénéficiaires. Si l'incidence est considérablement plus importante chez les ménages ne bénéficiant pas de transferts en devise, la profondeur de la pauvreté est plus faible chez ces derniers. En effet, pour ce groupe, la part moyenne des dépenses des pauvres représente 81,7% de la ligne de pauvreté, alors qu'elle se situe à seulement 74,1% pour les ménages bénéficiant de transferts. L'inégalité, quant à elle, est deux fois plus importante chez les ménages ne recevant pas de transferts en devise. Ce groupe de ménages contribue à concurrence de 89,6% à l'inégalité totale dans la région.

<sup>9</sup> D'abord une ligne alimentaire est fixée par le calcul du coût d'un panier de biens nécessaires à la satisfaction d'un apport calorique de 2100 calories/jour/personne. Le panier en question est déterminé par la sélection d'un ménage de référence ayant les caractéristiques moyennes des ménages appartenant au premier quintile de la distribution des dépenses par tête. C'est un ménage résidant en zone rurale, comptant 8 membres, dont le chef est un homme marié monogame âgé de 53 ans et ayant un niveau d'éducation primaire. Le panier compte 18 produits alimentaires et son coût est estimé par les moyennes des prix pour les deux strates, urbain et rural. Une fois la ligne alimentaire estimée, le coût de la composante non alimentaire est déterminé par la méthode non paramétrique. Cette méthode consiste à déterminer un seuil supérieur obtenu en intégrant (à la ligne alimentaire) la dépense non alimentaire des ménages dont la dépense alimentaire est égale au seuil de pauvreté alimentaire.

<sup>10</sup> Voir Benallaoua (2008, 2009) pour la méthodologie complète de l'estimation monétaire de la pauvreté en Basse Kabylie et de l'analyse de ses profils.

**Tableau n°5 : Profil de la pauvreté monétaire selon l'existence ou non des transferts en provenance de l'étranger**

Paramètre	Incidence				Profondeur		P1/P0	1-(P1/P0)	Inégalité		N (Poids en %)
	Extrême pauvreté		Pauvreté totale		Pauvreté totale				Pauvreté totale		
	P 0	C	P 0	C	P 1	C			P 2	C	
Bénéficiaires de transfert	1,8%	15,3%	5,4%	7,4	1,4%	9,9%	25,9%	74,1%	0,4%	10,4%	625 (20,6%)
Non bénéficiaires de transferts	2,5%	84,7%	17,5%	92,6	3,2%	90,1%	18,3%	81,7%	0,9%	89,6%	2412 (79,4%)
Total	2,4%	100%	15,0%	100%	2,8%	100%	18,7%	81,3%	0,8%	100%	3037 (100%)

**P0** : incidence de la pauvreté = la part d'individus vivant sous le seuil de pauvreté,  $P_0 = q/n$ , avec  $q$  le nombre de personnes pauvres et  $n$  la population totale.

**P1** : profondeur (intensité) de la pauvreté = somme des écarts entre la dépense de chaque pauvre et la ligne de pauvreté, qui traduit ainsi le coût global nécessaire pour l'éradication de la pauvreté :

$$P_1 = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left[ \frac{Z - Y_i}{Z} \right]$$

avec  $Z$ , la ligne de pauvreté,  $Y_i$ , la dépense de l'individu  $i$ .

**P2** : inégalité de la pauvreté = somme des carrés des écarts entre la dépense de chaque pauvre et la ligne de pauvreté :

$$P_2 = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left[ \frac{Z - Y_i}{Z} \right]^2$$

**P1/P0** : écart de la dépense moyenne des pauvres par rapport à la ligne de pauvreté.

**1-(P1/P0)** : part de la dépense moyenne des pauvres par rapport à la ligne de pauvreté.

**C** : contribution des différents groupes socioéconomiques à la pauvreté totale :

$$C_j = (p_{aj} \times k_j) / p_a$$

avec  $p_{aj}$  : incidence de pauvreté du groupe  $j$ ,  $k_j$  : poids du groupe  $j$  dans la population totale,  $p_a$  : incidence de la pauvreté pour l'ensemble de la population.

Source : auteur, à partir des données de l'enquête sur le niveau de vie des ménages en Basse Kabylie.

La répartition des effectifs de chaque groupe de ménages (bénéficiaires et non-bénéficiaires) selon les quintiles de la distribution de la dépense par tête permet d'apprécier davantage les écarts de bien-être (tableau 6).

Si nous nous intéressons à la composition de la répartition des ménages au sein de chaque quintile par rapport à la réception ou non des transferts, l'écart de bien-être est frappant entre les deux groupes de ménages. Si nous considérons le 1<sup>er</sup> quintile qui est celui des plus pauvres, nous constatons que la quasi-totalité de ce groupe est composée de ménages ne recevant pas de transferts, ces ménages représentent près de 90% de l'ensemble des ménages de ce quintile. Cet écart est nettement moins important si nous considérons le quintile le plus haut de la distribution, qui est composé à 66,7% de ménages non-bénéficiaires contre 33,3% de bénéficiaires<sup>11</sup>. L'écart de niveau de vie entre

<sup>11</sup> Nous rappelons que 20% des ménages bénéficient de transferts et la composition de chaque quintile doit être ainsi interprétée par rapport à cette proportion. C'est pour cela que nous proposons une répartition de chaque groupe de ménages selon les quintiles de la distribution de la dépense par tête afin de mieux mesurer les écarts de niveau de vie entre ces deux groupes.

les deux groupes de ménages est plus facile à apprécier si nous considérons la répartition des ménages de chaque groupe selon les quintiles. Concernant les ménages bénéficiaires, les deux quintiles les plus hauts regroupent plus de 60% de ces ménages. Le quintile des plus pauvres ne compte lui que 11% des ménages. La situation est complètement différente chez les ménages non-bénéficiaires puisque 22,3% d'entre eux sont localisés dans le quintile des plus pauvres. A l'opposé, seulement 34,6% d'entre eux appartiennent aux deux quintiles les plus riches.

**Tableau n°6 : Répartition des ménages selon les quintiles de la distribution de la dépense par tête**

Quintiles de la distribution de la dépense par tête	Non-bénéficiaires		Bénéficiaires	
	% lignes	% colonnes	% ligne	% colonne
1	89,0	22,3	11,0	10,9
2	87,9	22,0	12,1	12,0
3	83,7	21,2	16,3	16,3
4	71,7	18,1	28,3	28,3
5	66,7	16,5	33,3	32,6
N	364		92	

Source : auteur, à partir des données de l'enquête sur le niveau de vie des ménages en Basse Kabylie.

Cette analyse par quintiles permet effectivement de rendre compte du différentiel de bien-être monétaire entre les deux groupes de ménages. Ce différentiel ne peut cependant être affirmé avec robustesse. Pour cela, une analyse économétrique s'impose afin de vérifier l'effet favorable des transferts sur le niveau de bien-être monétaire des ménages.

### 4.3. Approche économétrique de l'impact des transferts sur le bien-être monétaire

Pour vérifier les résultats obtenus à travers l'analyse des profils de la pauvreté monétaire, une régression linéaire est estimée afin d'identifier les déterminants du bien-être monétaire exprimé par la dépense par tête. Un modèle de régression linéaire a été privilégié à un modèle binaire (Logit ou Probit), car la régression par les MCO de l'indicateur monétaire a l'avantage de faire appel à l'intégralité de la distribution [Coudouel et al., 2002]. Les modèles binaires impliquent en effet une perte d'information considérable puisque la variable dépendante prend la valeur 1 si  $Y_i$  (dépense/tête) < Z (ligne de pauvreté) et 0 sinon. Dans ce cas, deux individus sont considérés d'un même niveau de vie même si leurs écarts par rapport à la ligne de pauvreté sont différents. Même si cet argument milite en faveur d'une régression par les MCO, une estimation d'un modèle binaire de type Probit est également proposée en complément.

#### 4.3.1. Régression par les MCO de la dépense par tête

La forme générale du modèle à estimer est la suivante :

$$Y_i = \alpha + \beta_1 X_{i1} + \beta_2 X_{i2} + \dots + \beta_k X_{ik} + \varepsilon_i$$

avec :

$D_i$  : dépense totale par tête  
 $\beta$  : vecteur des paramètres à estimer  
 $\chi_i$  : vecteur des variables explicatives  
 $\varepsilon_i$  : terme d'erreur suivant une loi normale.

Pour apprécier l'effet des transferts sur le bien-être monétaire, la variable « transferts » est retenue et concerne l'existence ou non de transferts en devise reçus par le ménage. C'est une variable binaire, codée « 1 » si le ménage reçoit des transferts en devise, et « 0 » dans le cas contraire. D'autres variables de contrôle sont, par ailleurs, intégrées au modèle et concernent :

- Les caractéristiques du chef de ménage : le chef de ménage représente la principale source de revenu. De plus, c'est à lui que revient le rôle de gérer les actifs et les ressources du ménage. Les variables telles que : l'âge, le sexe, le statut sur le marché du travail et le niveau d'instruction du chef de ménage sont ainsi retenues.

- Les caractéristiques du ménage pris dans son ensemble : des variables sont intégrées pour prendre en compte les autres membres et la localisation du ménage. Le milieu d'habitat, la taille du ménage, le pourcentage de personnes occupées et la possession d'un actif physique, sont ainsi intégrés dans le modèle. Ces variables viennent compléter celles concernant le chef de ménage.

Le modèle s'écrit<sup>12</sup> :

$$\text{Log DEP/Tête} = \beta_0 + \beta_1 \text{ occup} + \beta_2 \text{ actif} + \beta_3 \text{ transfert} + \beta_4 \text{ taille} + \beta_5 \text{ age} + \beta_6 \text{ milieu} + \beta_7 \text{ femme} + \beta_8 \text{ primaire} + \beta_9 \text{ moyen} + \beta_{10} \text{ secondaire} + \beta_{11} \text{ sup1} + \beta_{12} \text{ sup2} + \beta_{13} \text{ chômargin} + \beta_{14} \text{ manœuvre} + \beta_{15} \text{ emplqualif} + \beta_{16} \text{ cadrmoy} + \beta_{17} \text{ cadrsup} + \beta_{18} \text{ direct} + \beta_{19} \text{ aidfamil} + \beta_{20} \text{ indep} + \beta_{21} \text{ inactif} + \varepsilon_i$$

Les hypothèses d'homoscédasticité, de normalité des erreurs et d'absence de colinéarité des variables explicatives ont été préalablement vérifiées. D'après le graphe de fréquences des résidus, il apparaît que ces derniers ont une distribution qui tend vers une distribution d'une loi normale. L'hypothèse de normalité des erreurs semble ainsi satisfaite. Hormis quelques points, les erreurs semblent réparties sur une bande horizontale [-2, +2] en fonction de la variable dépendante. Ceci montre une certaine stabilité de la variance des erreurs. Pour confirmer l'homoscédasticité, une régression du carré des résidus a été faite par rapport à l'ensemble des variables explicatives du modèle.

Le test de colinéarité VIF (Very Inflation Factor)<sup>13</sup> est donné dans le tableau des coefficients estimés. Pour toutes les variables explicatives, les valeurs de cette statistique sont nettement inférieures à 5 qui est le seuil à partir duquel la présence de colinéarité devient probable.

<sup>12</sup> Voir tableau 7 en Annexe pour la liste des variables.

<sup>13</sup> La statistique VIF est construite à partir de régressions de chaque variable explicative par rapport aux autres variables explicatives du modèle.  $VIF = 1 / (1 - R^2)$ .

La régression permet d'identifier les facteurs intervenant de manière significative dans les variations du niveau du bien-être des ménages en Basse Kabylie.

**Tableau n°7 : estimation par les MCO du log de la dépense par tête**

Variable dépendante : log de la dépense par tête	Coefficients	t	Coefficients standardisés (Bêta)	Statistiques de colinéarité VIF
Constante	4,514*	19,515		
Pourcentage d'occupés	0,005**	2,977	0,133	1,253
Possession d'un actif	0,231*	3,823	0,167	1,201
Existence de transfert	0,255*	3,531	0,150	1,139
Nombre de membres	-0,058*	-6,163	-0,260	1,118
Age du chef de ménage	0,009**	3,009	0,175	2,136
Résidence en milieu rural	-0,243*	-3,813	-0,172	1,274
Femme	0,215**	2,186	0,100	1,324
<b>Niveau d'instruction (base : sans instruction)</b>				
Niveau primaire	0,177**	2,354	0,124	1,752
Niveau moyen (1)	0,347*	3,631	0,192	1,753
Niveau secondaire	0,385**	3,354	0,187	1,958
Niveau Supérieur I (2)	0,313	1,541	0,074	1,461
Niveau supérieur (3)	0,179	0,493	0,021	1,190
<b>Catégorie socioprofessionnelle (base: chômeur) (4)</b>				
Chômeur marginal (5)	0,392	1,314	0,054	1,071
Employé qualifié et semi qualifié	-0,058	-0,569	-0,030	1,767
Manoeuvre	-0,237**	-2,383	-0,128	1,809
Aide familial	0,087	0,663	0,030	1,249
Indépendant	0,148	1,532	0,083	1,865
Personnel de direction	0,134	0,482	0,021	1,154
Cadre supérieur	0,168	1,032	0,051	1,544
Cadre moyen	-0,07614	-0,461	-0,021	1,354
R <sup>2</sup> = 0,32 , R <sup>2</sup> ajusté = 0,29 F (sig) = 10,11 (0,00) N = 448				

\* significatif à 1% ; \*\* significatif à 5%.

(1) collègue. (2) de Bac+1 à Bac+4. (3) au-delà de Bac+4. (4) la variable « inactif », étant non significative et ayant une VIF élevée, a été retirée de l'équation. (5) Les chômeurs marginaux sont les individus non occupés et qui ne recherchent pas un emploi parce qu'ils estiment qu'il n'existe pas d'emplois.

Source : auteur, à partir des données de l'enquête sur le niveau de vie des ménages en Basse Kabylie.

Avec un coefficient négatif et significatif, la variable « résidence en milieu rural » agit défavorablement sur le niveau de vie des ménages. Cela confirme les résultats issus des profils de pauvreté selon lesquels les régions

rurales représentent des zones caractérisées par un faible niveau de vie. Le coefficient relatif à la taille du ménage étant négatif et significatif, il apparaît que le niveau de vie se dégrade au fur et à mesure que les ménages comptent des membres en plus. Concernant le chef de ménage, l'instruction joue en faveur de l'amélioration du bien-être particulièrement pour les trois premiers niveaux à savoir le primaire, le moyen et le secondaire. Une femme à la tête d'un ménage n'entraîne pas une dégradation du niveau de vie mais au contraire l'améliore par rapport à l'homme. Ce résultat peut être expliqué par le fait que les femmes chefs de ménage sont des veuves dans 92,3% des cas. A notre sens, le niveau de vie des ménages en question dépend du montant de la pension reversée à ces veuves et donc des revenus de leurs défunts maris. Les variables relatives aux catégories socioprofessionnelles, quant à elles, sont globalement non significatives. Elles ne semblent pas déterminantes du bien-être des ménages.

La prise en compte de l'ensemble des membres du ménage et leur statut sur le marché du travail montre que le niveau de vie d'un ménage est d'autant plus élevé que la part des membres occupés au sein de ce ménage est élevée. Affectés d'un coefficient significatif, les actifs tels que les terres, les équipements et l'immobilier sont des facteurs qui contribuent à l'amélioration du niveau de vie des ménages. Ils occupent une place centrale puisqu'ils génèrent, notamment lorsqu'ils sont exploités, des revenus indéniables.

La variable transfert, qui nous intéresse particulièrement dans cette étude, est affectée d'un coefficient très significatif et positif, et joue donc un rôle favorable dans l'amélioration du niveau de vie des ménages. D'après l'estimation, le fait qu'un ménage reçoive des transferts en devise de l'étranger, ceteris paribus, augmente en moyenne sa dépense par tête de 29%. L'estimation économétrique confirme les résultats obtenus de l'analyse des profils de la pauvreté monétaire et renforce l'idée du rôle capital des transferts dans la région et pour les ménages concernés. L'observation des coefficients standardisés permet de vérifier le rôle des transferts relativement aux autres variables. Il apparaît que la possession de transferts en devise exerce une influence globalement similaire à celle des autres variables significatives.

#### **4.3.2. Estimation Probit des déterminants de la pauvreté**

Le codage de la variable dépense par tête en variable binaire selon que cette dernière est inférieure ou non à la ligne de pauvreté permet l'estimation d'un modèle binaire de type Probit. Dans ce cas la variable dépendante est  $Y=1$  si le ménage est pauvre, c'est-à-dire  $Y < Z$  (la ligne de pauvreté) et  $Y=0$  sinon. Le modèle explicatif de la relation entre la situation du ménage est de type :  $Y = \beta_0 + \beta X + \varepsilon$ , avec  $X$  un vecteur de variables explicatives,  $\beta$  un vecteur de coefficients à estimer et  $\varepsilon$  le terme d'erreur. A travers ce modèle nous testons la probabilité que le ménage  $i$  soit pauvre c'est-à-dire  $P[Y=1/X]$ . L'estimation de l'équation Probit s'est faite en considérant les mêmes variables explicatives que celles du modèle de régression par les MCO (voir tableau 7 en Annexe). Les résultats de cette estimation sont donnés dans le tableau 8.

**Tableau n° 8 : Estimation Probit des déterminants de la pauvreté en Basse Kabylie**

Variable dépendante : Situation par rapport à la pauvreté (1= pauvre, 0 sinon)	$\beta$	t	Effets marginaux
<b>Constante</b>	0,4871088	0,65	
<b>Nombre de membres</b>	0,0888567	2,99*	0,0137843
<b>Milieu rural</b>	0,0614152	0,30	0,0094038
<b>Chef de ménage femme</b>	-0,4143758	-1,20	-0,0515287
<b>Niveau d'instruction du chef de ménage (base : sans instruction) (1)</b>			
Primaire	-0,2676948	-1,20	-0,0395407
Moyen	-0,6963194	-2,24*	-0,0797781
Secondaire	-0,9886069	-2,28*	-0,0924509
Autres niveau d'instruction	0,4331288	0,52	0,0882092
<b>Part de membres occupés</b>	-0,0154901	-2,25*	-0,002403
<b>Possession d'actifs physiques</b>	-0,4405945	-2,35*	-0,0728726
<b>Existence de transferts</b>	-0,5895026	-2,06*	-0,0722559
<b>Catégories socioprofessionnelles (base : chômeur) (2)</b>			
Chômeur marginal	-0,142372	-0,16	-0,0200336
Inactifs	-0,9072203	-1,66**	-0,1207152
Cadre supérieur	-0,2899664	-0,37	-0,0370505
Cadre moyen	-0,7065078	-0,95	-0,0690545
Employé qualifié et semi qualifié	-0,5507064	-1,04	-0,0656307
Ouvrier	-0,3180772	-0,62	-0,0426634
Aide familial	-0,1767396	-0,28	-0,02459
Indépendant	-1,271905	-2,27*	-0,1177088
<b>Age du chef de ménage</b>	-0,0110647	-1,11	-0,0017165
N = 427 Chi2 (Sig.) = 64,66 (0,0000) Log vraisemblance = -137,32713 Pseudo R <sup>2</sup> = 0,1906 % de prédictions correctes 86,18% (probabilité seuil =0,5), 71,66% (probabilité seuil =0,129)			

\*significatif au moins à 5%, \*\*significatif entre 5 et 10%.

(1) les variables relatives aux catégories niveau supérieur 1 et 2 ont été exclues de l'analyse pour cause de séparation parfaite. 15 observations sont supprimées.

(2) Idem pour les variables liées aux catégories socioprofessionnelles « apprenti » et « personnel de direction », ce qui supprime 8 observations.

Source : auteur, à partir des données de l'enquête sur le niveau de vie des ménages.

Le test du Chi2 montre que le modèle est très significatif. Le pourcentage des prédictions correctes se situe à 86,18% si nous retenons une probabilité seuil d'affectation des individus à la valeur 1 de la variable dépendante

(pauvre). Si l'on considère une probabilité seuil égale à la moyenne de la variable dépendante, le pourcentage est moins important mais reste satisfaisant puisqu'il s'élève à 71,66%.

L'analyse des coefficients du modèle Probit permet de confirmer le rôle positif sur le niveau de vie des ménages des variables comme la part des membres occupés dans le ménage, la possession d'actifs physiques, et les niveaux d'instruction moyen et secondaire. Toutes ces variables sont affectées de coefficients significatifs et négatifs, ce qui signifie qu'elles réduisent la probabilité qu'un ménage soit pauvre. La dernière colonne du tableau 8 donne les effets marginaux de chacune de ces variables sur cette probabilité. En parallèle le rôle négatif de la taille des ménages, exprimée par le nombre de membres, est confirmé puisqu'un individu supplémentaire dans le ménage augmente la probabilité que ce ménage soit pauvre de 1,3%.

Les résultats concernant le rôle de certaines variables est cependant remis en cause par l'estimation Probit par rapport à ceux obtenus par les MCO. C'est le cas des variables âge, milieu d'habitat et le fait d'être une femme, qui contrairement à la régression par les MCO ne sont pas significatives, ce qui relativise leur rôle dans l'amélioration du bien-être monétaire des ménages.

La variable transferts des migrants est affectée d'un coefficient significatif et négatif. Le fait de bénéficier de ces fonds, réduit la probabilité qu'un ménage soit pauvre de 7,2%, toutes choses étant égales par ailleurs. Ce résultat confirme le rôle important que joue ces transferts sur le niveau du bien-être des ménages en Basse Kabylie.

Toutefois, les résultats obtenus concernant le rôle des transferts des migrants dans l'amélioration du bien-être doivent être considérés avec prudence, car le bien-être monétaire ne permet pas à lui seul d'évaluer le niveau de vie des ménages. Il serait important, au-delà, d'entreprendre une approche des « *capabilités* » pour appréhender les aspects non monétaires du bien-être<sup>14</sup>. Cette démarche apporterait une information complémentaire sur les répercussions des transferts sur les aspects liés au développement humain.

## 5. CONCLUSION

L'objectif de cet article est d'évaluer l'impact des transferts des migrants sur la pauvreté en Basse Kabylie et ce, à partir des résultats d'une enquête originale sur le niveau de vie des ménages dans cette région. Cette enquête a été le fruit d'un long processus de production, allant de la préparation du questionnaire et de l'échantillonnage à la saisie informatique des questionnaires, en passant par le travail de terrain et l'analyse de la représentativité de l'échantillon final. Nous avons montré comment les multiples précautions, tant

---

<sup>14</sup> Le lecteur peut consulter, entre autres, Sen (2000a, 2000b, 2003), Lachaud (2000a, 2000b, 2006), Zerbo (2003), Alkire (2002), Bertin (2004), pour des détails concernant ces deux principales approches.



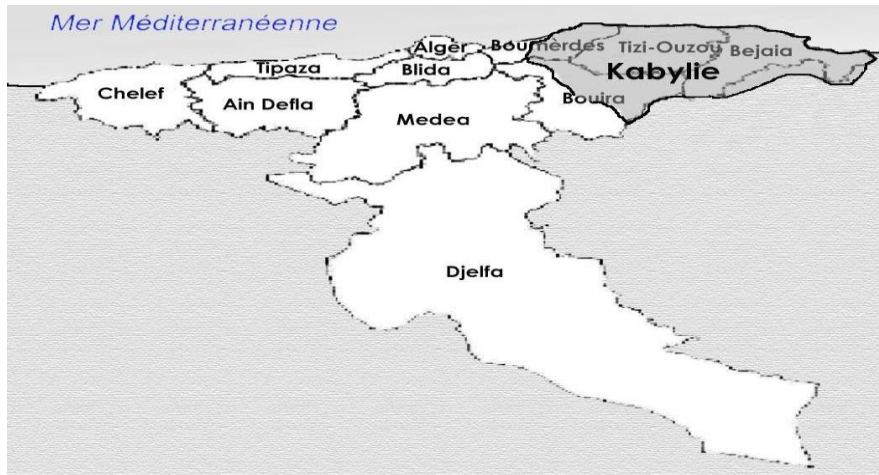
méthodologiques qu'opératoires, sont le garant de la fiabilité et validité des données ainsi recueillies.

Le cas de la Basse Kabylie semble intéressant puisque cette région est une importante région d'émigration. Le montant total des transferts reçus en 2005 atteint 78,8 millions d'euros. Les transferts des migrants représentent ainsi une manne financière non négligeable dans la région. Le profil de la pauvreté monétaire met en avant un écart considérable de niveau de vie entre les ménages bénéficiaires et ceux qui ne les reçoivent pas. Si nous ne retenons que l'incidence, l'extrême pauvreté est de seulement 1,8% pour les bénéficiaires alors qu'elle est de 2,5% pour les autres ménages. L'écart de bien-être est nettement plus important si l'on se réfère à la ligne de pauvreté totale. L'incidence de la pauvreté totale n'est que de 5,4% pour les bénéficiaires de transferts alors qu'elle se situe à 17,5% pour les non bénéficiaires.

Une estimation économétrique a permis de confirmer le rôle important joué par les transferts dans l'amélioration du bien-être monétaire des ménages. A partir d'une régression multiple par les MCO, il apparaît que les transferts des migrants jouent un rôle déterminant dans l'amélioration du niveau de vie des ménages en Basse Kabylie. Cette conclusion est confirmée à travers une estimation Probit des déterminants de la pauvreté des ménages qui, en intégrant les mêmes variables explicatives que dans le calcul de régression, montre que bénéficiaire de transferts réduit significativement (de 7,2%) la probabilité qu'un ménage soit pauvre.

ANNEXES

*Figure n° 1 : Région centre de l'Algérie et Kabylie*



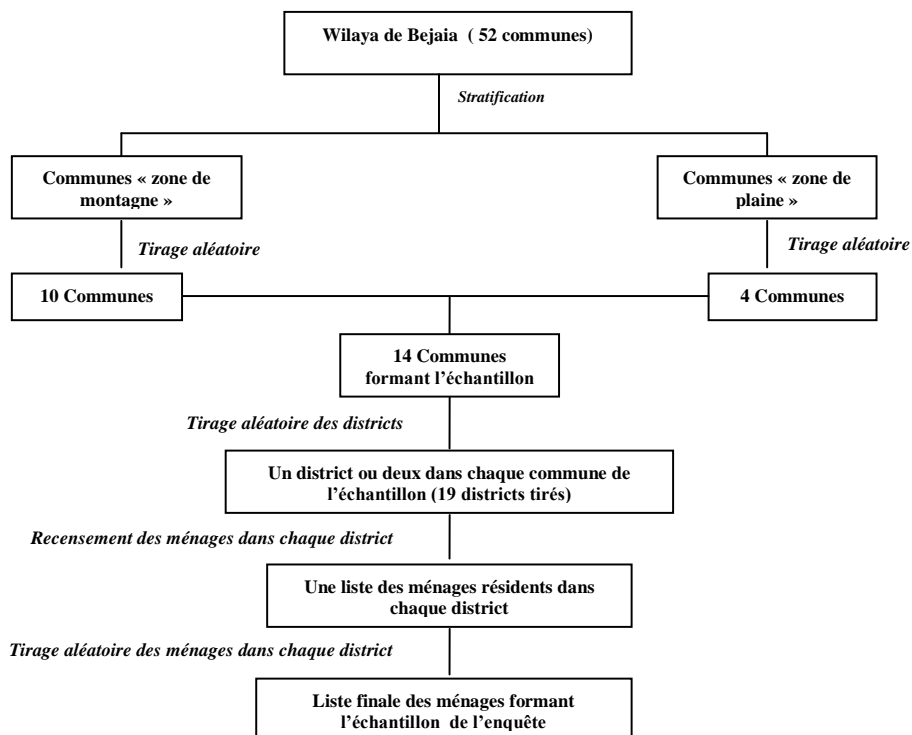
*Figure 2 : La Basse Kabylie*



Figure 3 : Les communes de l'échantillon

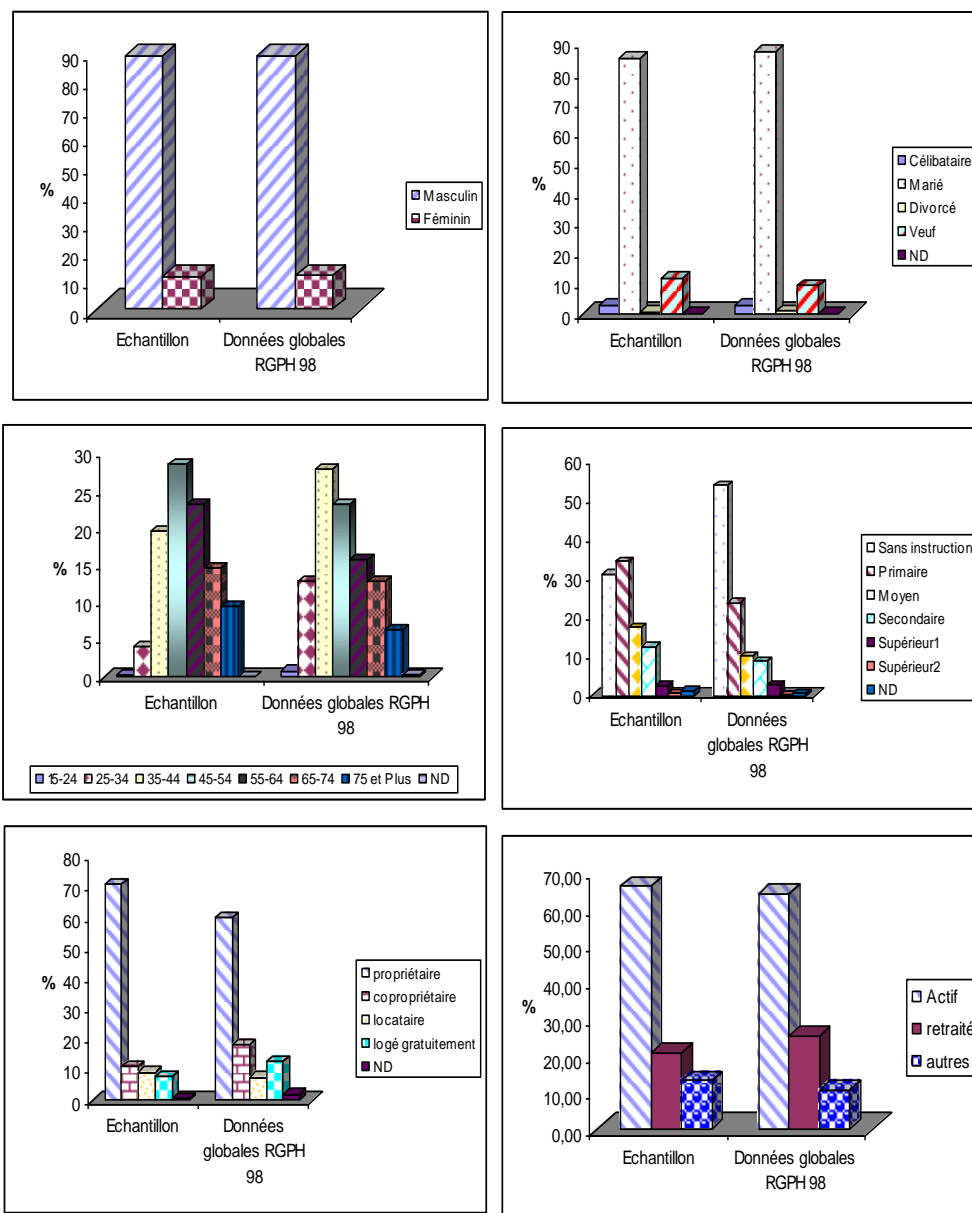


Figure 4 : Le plan de sondage



Source : auteur.

**Figure 5 : Comparatif des caractéristiques des chefs de ménage de l'échantillon et de la population totale**



Caractéristiques (de gauche à droite et de haut en bas) : sexe, situation matrimoniale, âge, niveau d'instruction, statut d'occupation du logement, situation professionnelle.  
 Source : auteur, à partir des données de l'enquête ménage en Basse Kabylie, et ONS (1998).

**Tableaux 1 à 6 : Représentativité de l'échantillon :  
Test d'ajustement du X<sup>2</sup>**

**1. Sexe du chef de ménage**

	Masculin	féminin		
Echantillon	88,4	11,6		
Données globales RGPH 98	88,38	11,62		
(EC-glob)	0,02	-0,02		
(EC-glob) <sup>2</sup>	0,0004	0,0004	X <sup>2</sup> calculé	X <sup>2</sup> crit 0,05 (ddl=1)
(EC-glob) <sup>2</sup> /glob	4,52591E-06	3,44234E-05	<b>3,89493E-05</b>	<b>3,84</b>

**2. Age du chef de ménage**

	14-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65-74	75 et plus	ND			
Echantillon	0,22	4,16	19,69	28,67	23,19	14,66	9,41	0,00			
Données globales RGPH 98	0,82	12,77	28,03	23,15	15,88	12,84	6,34	0,16			
(EC-glob)	-0,60	-8,61	-8,34	5,52	7,31	1,82	3,07	-0,16			
(EC-glob) <sup>2</sup>	0,36	74,17	69,49	30,42	53,51	3,32	9,42	0,03	X <sup>2</sup> calculé	X <sup>2</sup> crit 0,05 (ddl=7)	X <sup>2</sup> crit 0,025 (ddl=7)
(EC-glob) <sup>2</sup> /glob	0,44	5,81	2,48	1,31	3,37	0,26	1,49	0,16	<b>15,31</b>	<b>14,1</b>	<b>16</b>

**3. Statut matrimonial du chef de ménage**

	célibataire	marié	divorcé	veuf	ND		
Echantillon	2,63	85,12	0,44	11,82	0,00		
Données globales RGPH 98	2,58	87,49	0,70	9,20	0,03		
(EC-glob)	0,05	-2,37	-0,26	2,62	-0,03		
(EC-glob) <sup>2</sup>	0,00	5,62	0,07	6,84	0,00	X <sup>2</sup> calculé	X <sup>2</sup> crit 0,05 (ddl=4)
(EC-glob) <sup>2</sup> /glob	0,00	0,06	0,10	0,74	0,03	<b>0,94</b>	<b>9,49</b>

**4. Niveau d'instruction du chef de ménage**

	sans instruction	primaire	moyen	second	Sup 1	Sup 2	ND		
Echantillon	31,07	34,35	17,51	12,47	2,63	0,66	1,31		
Données globales RGPH 98	53,71	23,67	10,17	8,86	2,7	0,24	0,66		
(EC-glob)	-22,64	10,68	7,34	3,61	-0,07	0,42	0,65		
(EC-glob) <sup>2</sup>	512,47	114,16	53,81	13,05	0,01	0,17	0,43	X <sup>2</sup> calculé	X <sup>2</sup> crit 0,05 (ddl=6)
(EC-glob) <sup>2</sup> /glob	9,54	4,82	5,29	1,47	0,00	0,72	0,65	<b>22,50</b>	<b>12,6</b>

**5. Statut d'occupation du logement**

	propriétaire	copropriétaire	locataire	logé gratuitement	ND		
Echantillon	70,90	11,16	9,19	7,88	0,88		
Données globales RGPH 98	59,91	18,05	7,5	12,5	2,03		
(EC-glob)	10,99	-6,89	1,69	-4,62	-1,15		
(EC-glob) <sup>2</sup>	120,72	47,48	2,86	21,37	1,33	X <sup>2</sup> calculé	X <sup>2</sup> crit 0,05 (ddl=4)
(EC-glob) <sup>2</sup> /glob	2,01	2,63	0,38	1,71	0,66	<b>7,39</b>	<b>9,49</b>

**6. Situation par rapport au marché du travail**

	Actif	retraité	autres		
Echantillon	66,23	20,61	13,16		
Données globales RGPH 98	63,98	25,40	10,62		
(EC-glob)	2,25	-4,79	2,54		
(EC-glob) <sup>2</sup>	5,04	22,93	6,46	X <sup>2</sup> calculé	X <sup>2</sup> crit 0,05 (ddl=2)
(EC-glob) <sup>2</sup> /glob	0,08	0,90	0,61	1,59	5,99

**Tableau 7 : Variables du modèle**

Variable expliquée	
LOG DEP	Logarithme de la dépense par tête du ménage
Variables explicatives	
Age	Age du chef de ménage
femme	Sexe du chef de ménage = 1 si femme, 0 sinon.
taille	Taille du ménage
actif	Possession d'actifs (terres agricoles, non agricoles, locaux commerciaux, non commerciaux, équipements industriels) =1 si OUI ; 0 si NON
Occup	Pourcentage de membres occupés
transfert	Existence de transfert =1 si OUI ,0 si NON
Milieu	Milieu d'habitat = 1 si rural, 0 sinon
primaire	Niveau d'instruction du chef de ménage Primaire =1 si OUI ; 0 si NON
moyen	Niveau d'instruction du chef de ménage Moyen =1 si OUI ; 0 si NON
secondaire	Niveau d'instruction du chef de ménage Secondaire =1 si OUI ; 0 si NON
Sup1	Niveau d'instruction du chef de ménage Supérieur 1=1 si OUI ; 0 si NON
Sup2	Niveau d'instruction du chef de ménage Supérieur 2=1 si OUI ; 0 si NON
chômargi	Chef de ménage Chômeur marginal=1 si OUI ; 0 si NON
aidfamil	Chef de ménage Aide familial =1 si OUI ; 0 si NON
Direct	Chef de ménage Personnel de direction =1 si OUI ; 0 si NON
cadrsup	Chef de ménage Cadre supérieur=1 si OUI ; 0 si NON
cadrmoy	Chef de ménage Cadre moyen =1 si OUI ; 0 si NON
emplqualif	Chef de ménage employé qualifié et semi qualifié=1 si OUI ; 0 si NON
manoeuvre	Chef de ménage Manœuvre =1 si OUI ; 0 si NON
Indep	Chef de ménage Indépendant =1 si OUI ; 0 si NON
inactif	Chef de ménage Inactif =1 si OUI ; 0 si NON

## REFERENCES

- Adams Jr. R. H., et John Page, 2003, International Migration, Remittances and Poverty in Developing Countries, *World Bank Policy Research Working Paper*, 3179.
- Aggarwal R. et al., 2006, Do Workers' Remittances Promote Financial Development. *World Bank Policy Research Working Paper*, No.3957.
- Aggoun A., 2002, « Vieillesse et immigration. Le cas des femmes kabyles en France », *Retraite et société*, 2002/3, n° 37.
- Alkire S., 2002, "Dimensions of Human Development", *World Development*, Vol. 30, N°. 2.
- Banque mondiale, 2008, <http://siteresources.worldbank.org/NEWSFRENCH/Resources/migration08-MENA.pdf>.
- Benallaoua A., 2008, Les déterminants du bien-être monétaire des ménages en Basse Kabylie : une analyse de régression, *Document de travail 145*, Groupe d'Economie du Développement, LARE-Efi, Université Montesquieu Bordeaux IV.
- Benallaoua A., 2009, « Bien-être des ménages et profils de pauvreté en Algérie : application de l'approche utilitariste au cas de la wilaya de Bejaïa », *Revue des Sciences Economiques et de Gestion*, N° 08, Université de Sétif, Algérie.
- Bertin A., 2004, « Quelle perspective pour l'approche par les capacités ? » *DT N° 92*, Centre d'Economie du Développement, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- Borrel C., 2006, « Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005, Près de 5 millions d'immigrés à la mi-2004 », *Insee Première*, n°1098.
- Chaker S., 1998, *Berbères d'aujourd'hui*, L'Harmattan, Paris.
- Chami R., Fullenkamp et Jahjah S., 2005, "Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development?", *Staff Papers*, FMI, Vol. 52, n° 1.
- Coudouel et al., 2002, *Poverty Measurement and Analysis, the PRSP Sourcebook*, World Bank, Washington D.C.
- De Haas, H., 2003, *Migration and Development In Southern Morocco: The Disparate Socio-Economic Impacts of Out-Migration on the Todgha Oasis Valley*, Grafische Communicatie, Rotterdam.
- Duryea and al., 2005, Migrant Remittances and Infant Mortality: Evidence from Mexico. Mimeo, Inter-American Development Bank.
- Gabas J.-J., Coussy J. (dir.), 2007, Rapport sur les migrations, « *Migrations internationales – une option de sortie par défaut ?* », Rapport confidentiel dans le cadre du programme *RuralStruc*, Atelier International : « Banque mondiale » de Sciences-Po.

- Giuliano and Ruiz-Arranz, 2005, Remittances, Financial Development and Growth. *International Monetary Fund Working Paper* 05/234.
- Gubert, F., 2000, "Migration, Remittances and Moral Hazard: Evidence from the Kayes Area (Western Mali)", World Conference Econometric Society, Seattle.
- Lachaud J.P., 1999, Envoi de fonds, inégalité et pauvreté au Burkina Faso, Document de travail N° 40, Centre d'économie du développement, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- Lachaud J.P., 2000a, « Pauvreté et choix méthodologique: le cas de la Mauritanie », Document de travail N° 22, Centre d'économie du développement, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- Lachaud J.P., 2000b, « Dépenses des ménages, développement humain et pauvreté au Burkina Faso : substitution ou complémentarité ? », Document de travail N° 49, Centre d'économie du développement, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- Lacoste-dujardin C., 2001, Géographie culturelle et géopolitique en Kabylie. La révolte de la jeunesse kabyle pour une Algérie démocratique, *Revue Hérodote*, 2001/4 (N°103), La Découverte.
- OCDE, 2005, Coopération pour le développement, rapport 2004, vol. 6, N° 1.
- ONS, 2004, Enquête algérienne sur la santé de la famille, rapport principal, Alger.
- ONU, 2006a, Migrations internationales et développement, UN Department of Economic and Social Affairs, Population Division, <http://www.un.org/french/events/migrations/>
- ONU, 2006b, dossier de presse, [www.dz.undp.org](http://www.dz.undp.org)
- Reichert, J.S., 1981, "The Migrant Syndrome: Seasonal U.S. labor migration and rural development in central Mexico", *Human Organization*, 40(1), 56.
- Sen A., 2000a, *Repenser l'inégalité*, Editions du Seuil, Paris.
- Sen A., 2000b, *Un nouveau modèle économique, développement, justice, liberté*, Editions Odile Jacob, Paris.
- Sen A., 2003, *L'économie est une science morale*, La découverte, Paris.
- Taylor and Mora, 2006, Does Migration Reshape Expenditures in Rural Households ? Evidence from Mexico. *World Bank Policy Research Paper*, 3842.
- Zerbo A., 2003, Pauvreté urbaine au Burkina Faso : une exploitation de la complémentarité empirique des approches de l'utilité et des « capacités », Document de travail N° 80, Centre d'économie du développement, Université Montesquieu-Bordeaux IV – IRD.



**IMPACT OF MIGRANT REMITTANCES ON THE HOUSEHOLDS' MONETARY WELFARE IN LOW KABYLIE**

**Abstract** - From a survey on the standard of living of the households in Basse Kabylie, Algeria, this paper aims to evaluate the effects of migrants' remittances on the household's monetary welfare in this region. The remittances coming from abroad contributed and will contribute for few years to the improvement of the monetary welfare of the households. They represent considerable sums which feed the budget of the concerned households. They are estimated, for the year 2005, at 259980 DA per household. On this basis, the amount of the transfers received into Basse Kabylie can be then estimated at more than 6,7 billion DA which correspond to 78,8 million euros. The analysis of the profiles of monetary poverty indicates that the incidence of monetary poverty of households receiving the remittances is lower than that of other households. The incidence of total poverty accounts for 5,4% only for the households profiting from these incomes, whereas it amounts to 17,5% in the other group. The econometric application confirms this result, since it puts under light the positive and significant role of remittances in the improvement of the monetary welfare of the households. The fact of profiting from transfers coming from abroad, *ceteris paribus*, increases the expenditure per capita by 29%. The Probit estimation of the determinants of poverty households confirm this result since the coefficient relating to remittances is very significant and negative. The fact of profiting from remittances, reduce the probability that a household be poor by 7,2%.